

MARCHE DE TRAVAUX
PROCEDURE : MARCHE A PROCEDURE ADAPATEE N° 2026-10

**AMENAGEMENT D'UNE AIRE DE PRATIQUES
SPORTIVES DE SABLE
SITE DE BOULOURIS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

Maître d'ouvrage :

REGION SUD Provence Alpes Côte d'Azur
27 place Jules Guesde - 13481 Marseille cedex 20

Maître d'ouvrage délégué et pouvoir adjudicateur :

CREPS Provence Alpes Côte d'Azur
62 Chemin du Viaduc
Pont de l'Arc CS 70445 13 098 AIX-EN-PROVENCE cedex 2
Téléphone : 04.42.93.80.02
SIRET : 19130189400017

Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur

Monsieur le Directeur du CREPS Provence Alpes Côte d'Azur

SOMMAIRE

1- OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Forme et étendue du marché.....	3
1.3 Allotissement.....	3
1.4 Lieu d'exécution	3
1.5 Langue	3
1.6 Conditions préalables à la réalisation du projet	3
2- INTERVENANTS.....	4
3- DOCUMENTS CONTRACTUELS ET REGLEMENTATION	5
4- MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
5- DUREE DU CONTRAT – DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.1 Durée du marché	7
5.2 Prolongation du délai d'exécution	7
5.3 Réunions de chantier	8
6- PRIX ET REGLEMENT	8
7- PRIMES ET PENALITES	11
8- ASSURANCES.....	13
9- GARANTIES.....	13
9.1 - Garantie de parfait achèvement	14
9.2 Retenue de garantie	14
9.3 -Garantie de bon fonctionnement	14
9.4 Dommages de travaux publics causés aux tiers ou aux usagers	14
10- RESILIATION	14
11- RECEPTION DES TRAVAUX -	15
11.1 Essais et contrôles des ouvrages avant la réception.....	15
11.2 Procès-verbal de réception.....	15
11.3 Documents à fournir après exécution.....	15
11.4 Gestion des déchets de chantier	16
12- CLAUSE DE REEXAMEN	16
12.1 Prestations supplémentaires devenus nécessaires.....	17
12.2 Circonstances imprévues.....	17
12.3 Substitution du titulaire initial	17
12.4 Modifications non substantielles	17
12.5 Modifications de faible montant	17
13- LITIGES ET DIFFERENDS.....	17
14- DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	18

1- OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'aménagement d'une aire de pratiques sportives de sable.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Forme et étendue du marché

Il s'agit d'un marché passé sous forme de procédure adaptée en application des dispositions de l'article L 2123-1 et R 2123-1 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociation.

Les candidats déposent simultanément leur candidature et leur offre.

1.3 Allotissement

La présente consultation comporte deux (2) lots :

- Le lot 1 (lot VRD), comprend dans les grandes lignes :
 - o Le rabotage de la surface et la pose de drains
 - o La réalisation de bordures de maintien de sable
 - o La modification de clôture
 - o L'aménagement des espaces devant les terrains
 - o L'aménagement d'une borne foraine
 - o L'aménagement d'une aire de rinçage
- Le lot 2 (lot AMENAGEMENT), comprend :
 - o La fourniture et pose du sable homologué
 - o La fourniture et pose des équipements sportifs

1.4 Lieu d'exécution

Les travaux ont lieu à l'adresse suivante :

CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR site de Boulouris,

346, Bd des Mimosas - CS 40501

83707 SAINT RAPHAËL Cedex.

Point d'accès par 2858 Avenue du Grand Defends.

1.5 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

1.6 Conditions préalables à la réalisation du projet

Le présent marché pourra être exécuté si les conditions ci-dessous sont réunies :

- Obtention de l'accord du service d'urbanisme suite à la déclaration de travaux préalable
- Validation du projet par le contrôleur technique
- Absence d'amiante sur les terrains existants

- Financement suffisant au vu des offres reçues.
En l'absence de ces conditions, le marché ne serait pas notifié.

2- INTERVENANTS

2.1 Maîtrise d'ouvrage déléguée

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR, désigné ci-après « le **CREPS** »,
SIRET : 191 301 894 00017.

Directeur : Jean-Philippe BALLET-BAZ
Directeur adjoint du site : Thibaut Desprès
Secrétaire général : David LAZZERINI
Responsable technique sur site : Thibaut Desprès
Mail : thibaut.despres@creps-paca.sports.gouv.fr
Contact administratif et marché : Laurence VOLAND
Mail: bap@creps-paca.sport.gouv.fr).

2.2 Co-contractant du CREPS, désigné ci-après le « Titulaire »,

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique habilitée à la représenter pour les besoins d'exécution du marché. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2.3 Assistant technique

L'assistance technique est assurée par :
ACP AGENCE CONSEIL PACA
SIRET : 50420187200026
Représenté par : M. Chiaia
Tél : 06 27 02 32 79
Mail : societe.acp@orange.fr

2.4 Contrôleur technique

Un contrôleur technique sera nommé ultérieurement.

2.5 Coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

Un Coordinateur SPS sera nommé ultérieurement.

2.6 Autres intervenants

Le Titulaire fera appel à un huissier pour constater l'état des zones avant et après réalisation du chantier.

2.7 Co-traitant

En cas groupement, le mandataire indiquera dans le formulaire DC1 (joint au DCE) s'il s'agit d'un groupement conjoint ou solidaire.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné
CCAP- MAPA N°2026-10 AMENAGEMENT D'UNE AIRE DE PRATRIQUES SPORTIVES DE SABLE -SITE DE BOULOURIS ST RAPHAEL

dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur, pour l'exécution du marché.

Le mandataire du groupement remet les offres et signe le marché uniquement s'il a été expressément habilité par le groupement dans la déclaration de candidature (DC1). Il coordonne les prestations dans le cadre de l'exécution du marché et assure la gestion administrative et financière. Il est le seul interlocuteur du CREPS.

Si le groupement est conjoint, le règlement est effectué à chacun des cotraitants. Si le groupement est solidaire, et si les prestations respectives des membres du groupement sont individualisables, le règlement peut être effectué sur des comptes distincts pour chacun des opérateurs. Dans le cas contraire, le versement des sommes dues n'est possible que sur un compte unique, ou sur le compte du mandataire s'il a été habilité à ce titre par les membres du groupement, à charge pour lui de reverser les sommes dues à chacun d'entre eux.

2.8 Sous-traitant

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet au pouvoir adjudicateur une déclaration de sous-traitance conformément à l'article R.2193-3 du code de la commande publique (DC4).

En cours d'exécution du marché, la demande d'agrément du sous-traitant devra parvenir au CREPS 14 jours au plus tard avant le début de l'intervention du sous-traitant. Tout nouveau sous-traitant présenté en cours d'exécution devra justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières et être accepté par le pouvoir adjudicateur.

Le paiement direct du sous-traitant est obligatoire pour des prestations supérieures à 600 TTC. Conformément aux dispositions relatives à l'auto-liquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adressera une facture en hors taxe pour les prestations réalisées. La TVA relative aux prestations sous-traitées quant à elle sera perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

Important :

Lorsque le sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu lors de la demande d'acceptation d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

3- DOCUMENTS CONTRACTUELS ET REGLEMENTATION

3.1 Documents contractuels

Le marché est constitué des documents contractuels ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE), fourni signé ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le mémoire technique ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) paraphé et signé
- Le(s) Cahier(s) des clauses techniques particulières du ou des lots concernés et les éventuelles annexes paraphé et signé ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 réputé connu et non fourni ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Les plans
- Les fiches techniques des matériaux utilisés
- Le planning d'exécution.

3.2 Règlementation

Les entreprises titulaires devront se conformer aux stipulations décrites dans le CCTP.

4- MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Formes des notifications et informations

Le CREPS notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

L'acte d'engagement notifié vaut ordre de service.

4.2 Dispositif sanitaire particulier le cas échéant

En cas de situation sanitaire particulière, le titulaire devra respecter la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des travaux et indiquer au CREPS quelles mesures sont prises pour que les conditions d'intervention le soient dans le strict respect des préconisations gouvernementales.

4.3 Implantation des ouvrages, proximité de réseaux, ouvrages non repérés

Voir le CCTP.

4.4 Provenance, qualité, contrôle des matériaux et produits

Le titulaire est tenu de présenter au CREPS dans son dossier les fiches techniques et labels des matériaux et fournitures et avant toute mise en oeuvre, les certificats ou factures de ses fournitures, garantissant leur origine, rapports des tests (voir CCTP).

Le titulaire prendra toutes les dispositions pour assurer la parfaite conservation des matériaux et fournitures avant et après leur mise en oeuvre, et devra pouvoir répondre de leur état.

4.5 Préparation, coordination et exécution des travaux

Les entreprises devront être représentées à tous les rendez-vous de chantier demandés par le CREPS ou par l'assistant technique.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué pourra être pénalisée (voir article 7 du CCAP-Primes et pénalités).

4.6 Registre de chantier

La tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

4.7 Contrôles et réception des travaux

Voir article 11 du CCAP et CCTP.

4.8 Clauses environnementales

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG-Travaux. Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets conformément à ce qu'il aura présenté dans son offre.

Le titulaire doit être en mesure, à tout moment, de justifier la traçabilité de ses déchets.

Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits d'emballage, de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques du marché.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Les déchets de chantier feront l'objet d'un tri sélectif.

Le tri sélectif des déchets permet de séparer les différents matériaux composant le bâtiment en vue :

- D'une valorisation pour les produits recyclables
- D'un traitement approprié pour les produits considérés comme déchets spéciaux ou déchets ultimes.

4.9 Protection de la main d'oeuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale datant de moins de 6 mois.

4.10 Clause sociale

Sans objet.

5- DUREE DU CONTRAT – DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Durée du marché

Le titulaire s'engage à respecter le planning indiqué dans le dossier de consultation.

Les travaux devront être impérativement réalisés entre le 12 octobre et fin décembre.

5.2 Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 5 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène	Organisme ou documents de référence
Pluie	>15 mm	Journée	Station météo du Port de St Raphaël
Gel	< -5°C à 8 heures sous abri	< -2°C à 10 heures	
Neige	> 2 mm	Journée	
Vent	Rafales de plus de 110 km/h pendant 1 Heure		

Les délais pourront être prolongés dans le cas de conditions ne permettant pas d'appliquer les produits dans les zones d'application prévues par les fiches techniques fournisseurs. Ces conditions devront être validées chaque jour par l'assistant technique.

L'entreprise fournira donc un justificatif avant l'arrêt de l'intervention qui ne pourra excéder 1 jour, sauf renouvellement le lendemain.

La justification devra être réalisée par envoi des relevés de pluie, humidité ou température, avec transmission mail à l'assistant technique.

Les retards engendrés ne pourront pas faire l'objet de rémunération complémentaire et les installations de chantier seront maintenues en prolongation jusqu'à la fin des interventions.

5.3 Réunions de chantier

Il est prévu 2 réunions de chantier par semaine, en présence de M. Chiaia, assistant technique et/ou du chef de projet du CREPS, M. Thibaut Despres ou de son représentant.

8

6- PRIX ET REGLEMENT

6.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont des prix globaux et forfaitaires, sur la base de la proposition du titulaire figurant dans le document Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) document annexé à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 10.11 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 10.11 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

6.2 Variation des prix

Les prix du marché sont fermes pendant toute la durée du marché et actualisables suivant les modalités fixées au 6.2.1 et 6.2.2 du présent cahier.

6.2.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des plis soit le mois de juin 2026 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

6.2.2 Choix des index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché est le suivant :

TP 01 : Index général travaux publics (base 2010) – Le Moniteur.

6.2.3 Modalités de variation des prix

Le prix du marché sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date limite de remise des offres et la date de notification du marché (figurant dans le courrier de notification).

L'actualisation est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient calculé par la formule :

$$P = P_0 \times (TP01_n / TP01_0)$$

avec :

- P : prix actualisé
- P_0 : prix initial du marché (ou de l'offre)
- $TP01_n$: valeur de l'index TP01 au mois d'actualisation (mois de démarrage des travaux)
- $TP01_0$: valeur de l'index TP01 au mois de référence des prix (mois de remise de l'offre)

6.3 Modalités de règlement

Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R.2191-21 à R.2191-22 du Code de la commande Publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au CREPS une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement prennent la forme de projets de décompte et comportent les indications suivantes :

- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant, la date et le numéro du bon de commande
- Les noms, n° Siret et adresse du créancier ;

- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
 - Les prestations exécutées ;
 - La date d'exécution des prestations ;
 - Le montant HT des prestations exécutées ;
 - Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
 - Le montant total des prestations ;
 - Les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
 - En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
 - En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.
- Attention : Les situations transmises doivent impérativement respecter les lignes de l'offre de prix transmise.

Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CREPS PACA (SIRET n° 191 301 894 00017) ;
- Le code service : « BOU03 » ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CREPS).

Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants ;
- Au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande Publique.

Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande Publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande Publique relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt

appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.4 Avance

Le titulaire d'un marché peut bénéficier d'une avance de droit lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois (R.2191-3 CCP 2019) sauf en cas de refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement.

L'avance sur le paiement des travaux peut être accordée à l'entrepreneur, déduction faite, le cas échéant, du montant des prestations sous-traitées, conformément aux conditions fixées par les articles R2191-3 à R2191-19 du CCP. Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial en € TTC.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, le taux minimal de l'avance est porté à 10% :

Si l'entrepreneur accepte cette avance, il lui est demandé une garantie à première demande. Dans ce cas, l'avance ne pourra être mandatée qu'après constitution de cette garantie. Les deux parties peuvent s'accorder pour substituer à cette garantie une caution personnelle et solidaire.

Sous réserve des dispositions prévues ci-avant, le droit au paiement de l'avance est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par l'entrepreneur (ordre de service n°1) et mandaté dans un délai d'un mois après réception de la garantie à première demande.

Le remboursement de l'avance s'effectuera lorsque le montant de prestations exécutées au titre du marché atteindra 65 % du montant du marché toutes taxes comprises (articles R2191-11). Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant du marché toutes taxes comprises.

6.5 Cession et nantissement du marché

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues à l'article L.2191-8 et aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché public, soit un certificat de cessibilité, également en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché public.

7- PRIMES ET PENALITES

7.1 Primes

Il n'est pas prévu de prime.

7.2 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, et sont encourues du simple fait de la constatation de retard par l'assistant à maîtrise d'ouvrage.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire : le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du CREPS de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur le paiement final.

Pénalités pour non-respect des consignes de sécurité et du règlement intérieur du CREPS

En cas de non-respect des règles de sécurité relatives au chantier (de l'installation au repli), ou relatives à la sécurité incendie ou du règlement intérieur du site de Boulouris, le Titulaire encourt une pénalité de 500 € HT par infraction constatée.

Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

En cas de non-respect du planning le titulaire encourt une pénalité journalière de :

1000 € HT par jour de retard (dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux).

Le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues, peu importe le montant sauf remise décidée par le pouvoir adjudicateur à l'issue de la réception du chantier.

Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 500 € HT.

Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard constaté dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier, le titulaire encourt une pénalité de 500 € HT par jour calendaire de retard.

Pénalités liées à la remise des documents avant et après exécution

En cas de retard constaté dans la remise de documents avant le début d'exécution et après l'exécution des travaux le titulaire encourt une pénalité de 500 € HT par jour calendaire de retard.

Pénalités pour remise tardive du contrat de sous-traitance

Dans le cas d'une sous-traitance, la remise des documents doit avoir lieu au plus tard 14 jours avant l'intervention du sous-traitant (cf au point 2.8). Le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 500 € HT par jour calendaire de retard.

Plafonnement des pénalités

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Seuil d'exonération des pénalités :

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues, quel que soit leur montant.

8- ASSURANCES

Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

Assurances de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance doivent couvrir de façon précise les prestations réalisées par l'entrepreneur. Le titulaire justifie de son contrat d'assurance individuel de responsabilité civile par une attestation d'assurance précisant la nature et le montant des garanties.

Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation entre le stade de l'attribution et la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en oeuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, l'absence de notification par le CREPS.

9- GARANTIES

Lorsque le titulaire du marché est un groupement solidaire, de même que si le titulaire est un groupement conjoint avec mandataire solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Le point de départ des responsabilités au titre des garanties est fixé à la date de réception, ou pour l'ouvrage ayant fait l'objet d'une réception partielle, à la date d'effet de cette réception partielle.

9.1 - Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

Pendant ce délai, le titulaire doit exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise, remédier à tous les désordres signalés, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci. La réparation des désordres signalés par le maître d'ouvrage s'effectue soit au moyen des réserves mentionnées au procès-verbal de réception, par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement.

A l'expiration du délai de garantie, le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles, sous réserve de la prolongation éventuelle du délai de garantie selon les dispositions de l'article 44.2 du CCAG. Au cas où les travaux ne sont pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut décider de faire opposition à la libération des suretés.

9.2 Retenue de garantie

Une retenue de 5 % est appliquée sur le montant T.T.C. du marché public. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, après validation expresse de l'acheteur, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions fixées aux articles L.2191-7 et R.2191-32 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

9.3 - Garantie de bon fonctionnement

La garantie de bon fonctionnement s'applique aux éléments qualifiés de dissociables pour une durée de deux ans à compter de sa réception.

9.4 Dommages de travaux publics causés aux tiers ou aux usagers

Le titulaire est responsable de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non subis par les tiers et les usagers, sachant que, pour l'application de la présente clause, le maître d'ouvrage peut être tiers par rapport au titulaire.

A ce titre, le titulaire garantit le maître d'ouvrage de toutes condamnations prononcées à son encontre (frais et dépens des instances inclus) même dans le cas où les dommages causés aux tiers et aux usagers ne seraient ni apparents ni connus à la date de réception des travaux.

Le titulaire assume seul, quelle que soit la cause, la responsabilité de jour comme de nuit, de tous les accidents et dommages, apparents ou non, résultant de son fait, de son matériel, de son personnel, de l'exécution des travaux, de la présence des chantiers, de défaut de signalisation, etc.

Cette responsabilité s'étend aux accidents et dommages causés à son personnel, aux tiers, aux agents du CREPS, aux biens meubles et immeubles.

10- RESILIATION

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-Travaux sont applicables dans toutes leurs dispositions, avec les précisions suivantes.

10.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution du marché pour motif d'intérêt général. Dans ce cas le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes

du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé par à 5%.

10.2 Résiliation du marché pour faute du titulaire

Si le marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 50.3 et 52.4 du CCAG-Travaux, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%.

Le maître de l'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, k, et l de l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

10.3 Résiliation du marché pour décès, incapacité civile ou incapacité physique du titulaire

Dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile ou physique du titulaire (art 50.1.1 et 50.1.3 du CCAG-Travaux), les prestations sont réglées sans abattement.

10.4 Résiliation en cas de groupement

En cas de groupement, dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues aux articles 50.1.1 à 50.1.3 du CCAG-Travaux, les dispositions de ces articles sont applicables.

10.5 Résiliation pour refus de pièces en lien avec le code du travail

Le CREPS peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG Travaux

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG Travaux.

11- RECEPTION DES TRAVAUX -

11.1 Essais et contrôles des ouvrages avant la réception

Les travaux seront contrôlés en cours de réalisation et avant la réception par le biais d'un bureau de contrôle.

11.2 Procès-verbal de réception

Les travaux feront l'objet d'un procès-verbal des opérations préalables à la réception mentionnant le cas échéant des réserves.

La levée de réserves permettra ensuite d'établir un procès-verbal de réception.

11.3 Documents à fournir après exécution

En application de l'article 40 du CCAG Travaux, les entreprises constitueront le dossier des ouvrages exécutés (DOE) conforme à l'exécution qui sera composé notamment :

- des fiches techniques des matériaux et le cas échéant des équipements installés, avec indication de provenance (factures du fournisseur), les conditions de garantie des fabricants rattachés à ces équipements, le constat d'évacuation des déchets
- des plans d'ensemble, de récolement et de détails nécessités par l'exécution des ouvrages dans leur conception définitive.

Ces documents seront transmis au maître d'ouvrage (au format PDF), au plus tard dans les 15 jours suivants la date de notification de la décision de réception des travaux.

La production de l'ensemble de ces documents, à la charge de l'entreprise, conditionnera le règlement pour solde du titulaire indépendamment des pénalités de retard.

11.4 Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire effectue les opérations de collecte, transport, entreposage et évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites chargés de les recevoir.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il doit se conformer aux directives du coordonnateur S.P.S. quant à la manipulation des déchets et produits nécessaires à l'exécution des travaux. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

11.5 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans un délai de 8 jours à compter de la date de notification de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG travaux.

Si le titulaire ne se conformait pas à ses obligations relatives au nettoyage du chantier, la maîtrise d'ouvrage fera procéder au nettoyage du chantier par une entreprise spécialisée ; la dépense sera réglée par retenue du titulaire.

12- CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux articles L2194-1 et suivants du code de la Commande Publique, le marché pourra faire l'objet de modifications en cours d'exécution. Ces modifications ne pourront en aucun cas modifier la nature globale du contrat.

12.1 Prestations supplémentaires devenus nécessaires

Le marché pourra être modifié par voie d'avenant, lorsque des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial. Le montant de cette modification prévue à l'article R2194-2 du CCP ne pourra être supérieur à 50% du montant du marché initial.

12.2 Circonstances imprévues.

Le marché pourra être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances que l'acheteur ne pouvait prévoir. Ces modifications s'effectueront par décision de poursuivre, dans les conditions des articles R2194-3 et R2194-4 du CCP.

12.3 Substitution du titulaire initial

Le marché pourra être modifié lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché dans les cas définis à l'article R2194-6 du CCP. Cette clause s'applique également aux cotraitants. Toutefois, cette modification ne pourra intervenir immédiatement après la conclusion du contrat et avant le début de l'exécution des prestations.

La cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire est admise lorsqu'elle intervient à la suite d'une opération de restructuration purement interne de société, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles du marché. Cette substitution suppose la conclusion d'un avenant de transfert.

12.4 Modifications non substantielles

Les modifications mineures et non substantielles seront subordonnées à l'émission d'une décision de poursuivre prise par l'acheteur.

12.5 Modifications de faible montant

Les modifications de faibles montant sont limitées à 15% du montant du marché initial pour les marchés de travaux conformément à l'article R2194-8 du code de la Commande Publique. Lorsque plusieurs modifications successives relevant de cet article sont effectuées, le montant cumulé est pris en compte. Ces modifications seront apportées par voie d'avenants.

13- LITIGES ET DIFFERENDS

13.1 Différends

Le CREPS le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations.

La mise en œuvre d'un mode règlement amiable est un préalable à tout recours juridictionnel. Les parties peuvent avoir recours à divers modes de règlement des différends, dont la conciliation, la médiation, le recours administratif, de manière successive ou alternative.

La mise en œuvre d'un mode amiable de règlement des différends donne lieu à un accord écrit comportant des concessions réciproques et équilibrées, accepté par les parties, et a force obligatoire.

Pendant toute la période durant laquelle le différend est constaté, les parties conviennent que la continuité des prestations l'emporte sur toute autre considération. En conséquence, le Titulaire s'engage, sans préjudice de ses droits, à continuer à assurer ses prestations en dépit des difficultés rencontrées.

Le comité consultatif compétent est le suivant :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Marseille

Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR) CCRA de Marseille

Préfecture de la région Provence Alpes Côte d'Azur

Place Félix Baret CS 8000113 282 Marseille cedex 06

Tél : 04.84.35.45.54

En cas de désaccord dans la résolution du différend, la juridiction administrative compétence sera celle du ressort du siège du pouvoir adjudicateur.

13.2 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est :

Tribunal Administratif de Marseille

22-24 rue Breteuil 13006 Marseille

courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Téléphone : 04 91 13 48 13.

18

14- DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

L'article 7.2 déroge à l'article 20.1 du CCAG-Travaux (pénalités).

L'article 8 déroge à l'article 9.2 du CCAG –Travaux (fourniture d'une police d'assurance).

Cachet et signature du Titulaire :